



# Justice Mondiale

## Les droits de la personne aux Philippines : un échange de solidarité entre travailleuses et travailleurs

Printemps 2009



**LES TRAVAILLEUSES** et travailleurs du secteur public des Philippines sont aux premières lignes dans la lutte contre la privatisation des services publics. Mais aux Philippines, cette lutte expose les militantes et militants syndicaux à la répression politique, aux menaces et même aux enlèvements et aux meurtres. Le sondage annuel de 2008 de la Confédération internationale des syndicats libres (CISL) sur les violations des droits syndicaux révèle que les Philippines continuent d'être un des pires contrevenants au monde quant au nombre de meurtres, d'enlèvements, d'arrestations et d'emprisonnements de syndicalistes.

Avec l'aide du Fonds pour la justice mondiale, la section locale 4600 du SCFP de l'Université Carleton et son partenaire communautaire, le Comité pour les droits de la personne aux Philippines de l'Ontario (OCHRP), iront de l'avant afin de renforcer la relation de soutien et de solidarité avec la Confédération pour l'unité, la reconnaissance et l'avancement des employés de la fonction publique (COURAGE) et l'Alliance des

enseignants préoccupés-Philippines (ACT). Ce projet découle des contacts établis par les tournées précédentes des Philippines au Canada en 2007-2008. Les parlementaires philippins ont visité le Canada pour parler aux politiciennes et politiciens canadiens des abus des droits de la personne aux Philippines et pour rencontrer des militantes et militants syndicaux. Une tournée effectuée par le Centre d'aide aux travailleuses et travailleurs des Philippines a également visité des syndicats de tout le Canada.

La première phase du projet consiste à faire en sorte que les syndicalistes de COURAGE et de ACT échantent avec des membres du SCFP et la population en général. Nous discuterons de moyens pour nous soutenir mutuellement dans notre lutte en faveur des services publics et le respect des droits des travailleuses et des travailleurs. Nous prévoyons qu'en retour, les membres du SCFP participeront à un échange aux Philippines pour constater directement les défis auxquels nos consœurs et confrères sont confrontés.

suite à la page 2

Justice mondiale est publié par le Syndicat canadien de la fonction publique et est disponible en ligne à [www.scfp.ca/globaljustice](http://www.scfp.ca/globaljustice). Faites parvenir vos suggestions à [rspence@scfp.ca](mailto:rspence@scfp.ca)

**SCFP**

## Le SCFP appuie l'aide d'urgence destinée aux Palestiniens à Gaza

LE SCFP a répondu à l'appel de la Confédération Syndicale Internationale (CSI) de fournir une aide d'urgence aux Palestiniens vivant à Gaza. Un don de 10 000,00 \$ a été envoyé au fonds 'Aide syndicale pour Gaza' pour l'aide humanitaire, dont des fournitures médicales et d'autres objets de première nécessité.

La dévastation de Gaza causée par les attaques d'Israël est énorme et les pertes de vie de civils palestiniens ont dépassé le millier. L'aide a été envoyée par le biais de la Fédération internationale des ouvriers du transport en collaboration avec la Fédération générale des syndicats de la Palestine (PGFTU) et la Fédération générale des syndicats jordaniens (GFJTU).

Au début janvier, le président national du SCFP Paul Moist a écrit au premier ministre Harper, « demandant que le gouvernement canadien, à titre de membre des Nations Unies, condamne les violations graves

du droit humanitaire et du droit international par l'État d'Israël,..., et qu'il unisse la voix du Canada aux pays qui souhaitent un cessez-le-feu immédiat et un engagement renouvelé face à la recherche de la paix au Moyen-Orient ».

La politique du SCFP exige que le gouvernement d'Israël se retire immédiatement des territoires occupés et qu'il respecte les résolutions 242 et 338 de l'ONU et qu'il travaille activement à mettre un terme à tous les actes de violence qui enlèvent la vie à des personnes innocentes, qu'il s'agisse de Palestiniens ou d'Israéliens. Le SCFP croit au développement d'un processus de paix basé sur l'égalité entre les Israéliens et les Palestiniens et basé sur la mise en œuvre des résolutions des Nations Unies et du droit international.

Pour voir la lettre de Paul Moist au premier ministre Harper aller au <http://scfp.ca/bureau-de-la-presidence/Paul-Moist-ecrit-Ste>

## Les droits de la personne aux Philippines

Suite de la page 1

L'objectif est d'établir un partenariat continu et durable avec ACT et COURAGE. Ces partenariats seront mutuellement bénéfiques par le biais d'échanges d'idées et de campagnes qui affectent les travailleuses et travailleurs du secteur public à l'échelle mondiale. La relation aidera à exposer les menaces auxquelles sont confrontées ces organisations dans le cadre de leur lutte pour les droits des travailleuses et travailleurs.

Les personnes membres du SCFP devraient être fières que la

solidarité internationale ait réellement commencé à prendre racine par le biais des initiatives du Fonds pour la justice mondiale. Le soutien continu des sections locales et des personnes membres du SCFP a démontré que nous pouvons vraiment faire une différence. Le moment est maintenant venu, pour votre section locale de soutenir le fonds – que ce soit par le biais d'un cadeau annuel ou par un don mensuel de soutien. Vous pouvez trouver plus d'information à [www.scfp.ca/justicemondiale](http://www.scfp.ca/justicemondiale).



### Festival mondial du film communautaire

**ACTES D'ESPOIR** et de courage (Acts of Hope and Courage) était le thème du Festival mondial du film communautaire qui a eu lieu du 13 au 15 février, à Vancouver. Le festival annuel est produit en partie par CoDevelopment Canada, dont les membres du personnel sont membres de la section locale 1004 du SCFP. Plus de 30 documentaires sur les questions de la justice sociale et de l'environnement provenant de partout dans le monde ont été présentés. « Le festival est un moment important pour les militantes et les militants de la justice sociale de s'énergiser et de s'inspirer », de dire Carol Wood, directrice du programme de CoDev. « C'est un moment pour rejoindre la collectivité et il s'agit d'un excellent moyen de faire en sorte que davantage de personnes participent à Codev », a-t-elle ajouté. Vous pouvez consulter la liste des films à [www.codev.org/filmfest](http://www.codev.org/filmfest).

## Que Viva Cuba! Une visite de solidarité à Cuba, en décembre



**LE SYNDICAT** national des travailleuses et travailleurs de l'administration publique (SNTAP est l'acronyme espagnol) a tenu son 9e Congrès national à La Havane, du 3 au 5 décembre 2008. Notre délégation à la réunion était composée des confrères Paul Moist, Claude Généreux et Barry O'Neill et de la consœur Lucie Levasseur.

La relation entre le SCFP et le SNTAP existe depuis plus de 10 ans. Le projet du SCFP de la C.-B. avec le bureau provincial de La Havane a été mis sur pied après que le SNTAP ait manifesté le désir d'améliorer la formation de ses personnes déléguées. Sur le plan national, le SCFP a compris rapidement l'importance de soutenir nos consœurs et confrères cubains, et le projet a rapidement pris de l'ampleur grâce au financement du Fonds pour la justice mondiale. Le SNTAP représente 64 000 personnes travaillant dans les ministères fédéraux cubains, le secteur de l'énergie

publique, les municipalités, les tribunaux et le secteur bancaire. Parmi ces travailleuses et travailleurs, des centaines de personnes ont participé à des séances de formation avec le soutien du SCFP.

C'est la première fois que des dirigeants du SCFP assistent au Congrès du SNTAP. Le confrère Paul Moist a transmis son message de solidarité, faisant appel au président des États-Unis Barack Obama pour qu'il ferme la prison militaire de Guantanamo, qu'il libère les Cinq Cubains et qu'il amorce le dialogue avec le gouvernement cubain afin de mettre fin à l'embargo économique. Il a fait l'éloge de la force du peuple cubain devant l'adversité politique et économique, particulièrement à la suite de la dévastation causée par les récents ouragans. Plus de 300 travailleuses et travailleurs rassemblés au centre des congrès à l'extérieur de La Havane se sont levés à maintes reprises, applaudissant ses paroles de solidarité.

La dernière journée, la délégation

a rencontré deux des épouses des Cinq Cubains. Ces Cinq hommes ont été incarcérés par les É.-U. depuis les dix dernières années en raison d'activités terroristes présumées. Les cinq étaient aux É.-U. pour enquêter sur les efforts clandestins appuyés par les Américains visant à déclencher l'agitation à Cuba. On a refusé à leur épouse toutes demandes de visiter leur mari.

Cette visite a été suivie d'une rencontre avec le secrétaire international de la Centrale des travailleuses et travailleurs de Cuba (la CUT), qui représente 3,4 millions de travailleuses et de travailleurs de 19 syndicats affiliés. Par la suite, l'après-midi a été passé au centre de formation du SNTAP où on a constaté directement où la solidarité du SCFP a fait une différence.

La délégation du SCFP s'est engagée à continuer de soutenir l'appel pour mettre fin à l'embargo contre Cuba par les É.-U. et elle a également promis notre appui pour la cause de la justice pour les Cinq Cubains.

NOUVEAU PROJET APPUYÉ PAR LE FONDS POUR LA JUSTICE MONDIALE

# Mettre en valeur les défenseurs des droits de la personne de la Birmanie



**LA BIRMANIE** a été dirigé par une succession de dictatures depuis 1962. Le gouvernement militaire actuel met en veilleuse les dissidences, restreint les libertés et, par le biais de ses politiques économiques, a fait de la Birmanie un des pays les plus pauvres de l'Asie. Les mesures adoptées par la dictature militaire ont mené à des abus généralisés des droits de la personne et au déplacement interne de centaines de milliers de personnes, surtout des minorités ethniques. Beaucoup d'autres ont fui en Thaïlande où ils y sont comme réfugiés ou immigrants illégaux. Il y a un bon nombre de camps de réfugiés dans la région frontalière thaï-birmane où de nombreux Birmans et Birmanes y vivent depuis plus de 20 ans. Les personnes qui ont fui en Thaïlande sont soit dans des camps de réfugiés ou ils vivent une existence précaire en tant que migrants clandestins.

Les minorités ethniques ont réagi à ces défis en se structurant en organisations communautaires avec des bases dans le nord de la Thaïlande, et bon nombre de ces groupes sont des défenseurs des droits de la personne.

La section locale 2240 du SCFP et le Fonds pour la justice mondiale soutiendront un projet, en collaboration avec CUSO-VSO, qui vise à réunir huit de ces organisations pour de la formation et du mentorat afin qu'elles puissent améliorer leur habileté à défendre les intérêts des réfugiés, des migrants clandestins et des personnes déplacées birmanes au sein de la Birmanie. Des ateliers et des séances de formation seront dispensés par le biais du Human Rights Education Institute of Burma (HREIB) (Institut de formation des droits de la personne de la Birmanie), une organisation à but non lucratif

établie en Thaïlande. Le HREIB a été la première organisation birmane à se concentrer principalement sur les droits de la personne, la formation des dirigeants et l'organisation communautaire. Les membres de ces huit organisations auront l'occasion d'élaborer des stratégies de défense, d'approfondir leur compréhension des droits de la personne et du droit international et d'améliorer leurs compétences en matière de recherche et de documentation, et de lobbying. En aidant ces organisations, le SCFP contribuera au bienfait des populations à minorité ethnique des deux côtés de la frontière thaï-birmane. On estime à environ 130 000 le nombre de réfugiés inscrits et à 1 350 000 le nombre de migrants sans papiers en Thaïlande, et à un autre 500 000 le nombre de personnes déplacées dans l'est de la Birmanie.